

La campagne présidentielle a eu valeur cathartique, et, en quelques mois, la France est passée d'une rive à une autre. Hier encore, sociologues et politologues, à juste titre, parlaient de crise de la représentation ou de déficit du politique. C'est fini, et personne ne s'y trompe : notre pays est engagé dans une immense mutation de son système politique, et nous pouvons maintenant dessiner les contours de nouveaux rivages, sur lesquels nous avons fait déjà plus que poser un pied.

La droite, la première, a engagé sa mue. Sous la direction de Nicolas Sarkozy, l'UMP se présente comme un grand parti populaire, moderne, et dont les orientations se clarifient, même si la cohérence n'est pas la première qualité des déclarations de son leader. Libéralisme économique, ouverture sur le monde et sur l'Europe, valorisation de l'autorité, références fortes à l'idéal républicain, promotion du travail - plus que des travailleurs -, un modèle s'ébauche à droite, avec ses contradictions, certes, mais avec une netteté suffisante pour mobiliser un vaste électorat. Le déclin du Front national est à mettre à l'actif de ce modèle en gestation, ce qui peut inquiéter - on parlera alors de lepénisation du discours de la droite - mais aussi rassurer - on se réjouira de ce déclin, et on envisagera même, à la limite, un scénario "italien", en référence à Gianfranco Fini, parti du fascisme pour finalement intégrer son parti, l'Alliance nationale, au sein de la droite classique et rejoindre Silvio Berlusconi.

La gauche a pris du retard, mais elle ne pourra plus différer son aggiornamento bien longtemps. Elle n'a en effet pas d'autre avenir, si elle veut gouverner, que de se positionner comme une force d'inspiration social-démocrate, et de l'assumer. De ce point de vue, d'importants obstacles se sont dissipés ces derniers temps. Pour la première fois depuis longtemps, la gauche de la gauche accepte de voter pour la candidate du PS, qui ne leur court après en aucune façon - la raison en est l'hostilité à Nicolas Sarkozy, et pas les perspectives de réformes et de changements négociés qu'apporterait une victoire de Ségolène Royal. Quant au PCF, il est sorti de la société pour entrer dans l'histoire, il n'exerce plus aucun attrait idéologique.

Il reste au PS à en finir avec les carences accablantes de son leadership, et à préciser les contours du modèle qui s'impose d'une gauche moderne, adaptée à son époque, soucieuse d'efficacité économique et de solidarité sociale, ouverte sur l'Europe et confiante dans la capacité de notre pays à tenir son rang dans la mondialisation - une gauche juste et humaniste, reconnaissant la diversité et agissant pour étendre l'espace des droits et des libertés. Le nouveau PS ne sera pas social-démocrate, au sens strict : il y faudrait des syndicats puissants, sur lesquels il pourrait s'adosser, et pas seulement dans le secteur public ou assimilable, où se concentre la majeure part de nos maigres 8 % de salariés syndiqués. Mais son orientation générale se situera de ce côté.

La campagne de Ségolène Royal n'a pas toujours été cohérente. Mais le point auquel elle aboutit, à la veille de l'élection, fait qu'elle incarne nettement sinon le modèle, du moins le projet, devenant réaliste, d'une variante française de la social-démocratie. La bipolarité de notre système politique est encore imparfaite, compte tenu de l'avance prise par l'UMP dans sa transformation. Mais le retard de la gauche, sauf pour elle à sombrer purement et simplement, pourrait être comblé rapidement, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle. Pour le PS, le cycle inauguré en 1971 avec le Congrès d'Épinay est bouclé, une nouvelle ère est engagée.

Les 18,5 % de François Bayrou au premier tour de l'élection présidentielle ne viennent-ils pas brouiller cette image d'une recomposition de l'opposition gauche/droite ? Certainement pas ! Il n'est pas exclu, tout d'abord, que son succès ait été pour l'essentiel conjoncturel, fruit, dans cette hypothèse, d'une exaspération passagère d'électeurs se préparant ensuite à rejoindre la gauche, ou la droite. Et s'il s'agit, avec la formation du Parti démocrate qu'il vient d'annoncer, d'une tentative de créer une troisième force, qui serait centriste, ni à droite, ni à gauche, alors, le pari de François Bayrou risque de s'avérer intenable. En effet, le mode de fonctionnement de nos institutions ne favorise pas le pluripartisme, et la nouvelle formation risque vite de continuer à jouer les supplétifs, de la droite, ou de la gauche, ou alternativement selon les circonstances - ce dont François Bayrou ne peut pas se satisfaire.

Par contre, si le pari est d'ouvrir une troisième voie, de constituer un centre-gauche, de se définir par un contenu positif et pas seulement par un positionnement intermédiaire, de type "ni-ni", alors, tout change. Car le nouveau parti de François Bayrou devient, dans cette perspective, un élément moteur de la modernisation de la gauche, à laquelle il apporte du dehors, si on peut simplifier le raisonnement, le plus de "démocratie" qu'annonce son nom, laissant au PS le soin d'incarner plutôt le côté "social". C'est ce qu'ont indiqué, à leur manière, Michel Rocard et Bernard Kouchner, et c'est l'idée à laquelle in fine Ségolène Royal semble s'être ralliée, en mobilisant Daniel Cohn-Bendit à ses côtés, en faisant connaître son désir de débattre avec François Bayrou, qui lui-même s'en est dit d'accord, et en participant à un échange de vues de bonne tenue qui a eu lieu le 28 avril.

Deux modèles se présentent ainsi, témoignant d'un renouveau de notre système politique, dont ce n'est pas un paradoxe que de dire qu'il pourrait à terme être bipolaire (gauche/droite) tout en reposant sur trois forces politiques principales : une gauche issue de l'aggiornamento du PS, un centre-gauche né des attentes de l'électorat de François Bayrou, et une droite populaire et libérale.

Cette perspective tente plus ou moins un électorat qui pourrait se reconnaître dans le projet d'une social-démocratie à la française.

Mais au sein de cet électorat potentiel, certains hésitent, et résistent à l'idée de voter pour Ségolène Royal, du fait de sa personnalité et de sa campagne, mais aussi et surtout parce qu'ils pensent qu'une purge radicale ne peut être que salutaire - après tout, Romano Prodi ou Tony Blair ne l'ont emporté qu'après plusieurs années de Silvio Berlusconi ou Margaret Thatcher. Pourtant, la gauche hésitante doit maintenant faire son choix. S'abstenir, et donc attendre cinq ans pour envisager de (re)venir aux affaires ? Ou bien, et ce sera ma position, faire preuve d'optimisme, considérer que la qualité du dialogue qui s'est noué entre Ségolène Royal et François Bayrou est un encouragement pour l'avenir, et refuser de jouer la carte risquée de la droite salutaire.

Michel Wieviorka est sociologue.